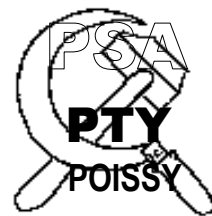


L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



23 septembre 2019

Faisons-les battre en retraite !

À Paris samedi dernier, le gouvernement a sorti l'artillerie lourde : 7500 policiers et gendarmes mobilisés, contrôles de police au moindre rassemblement de 10 personnes, 163 interpellations, etc. Pas de doute, il fallait éviter que la nouvelle journée de mobilisation appelée par les Gilets Jaunes et les marches pour le climat ne fassent le plein. Ce qui n'a pas empêché des milliers manifestants de défiler, à Paris et partout en France.

C'est que Macron est dans une posture délicate. Après avoir fanfaronné pendant l'été qu'il s'apprêtait à lancer une nouvelle attaque avec la réforme des retraites, il semble se rendre compte que la contestation pourrait facilement reprendre sur les braises encore chaudes des Gilets Jaunes.

Le gouvernement déclare désormais vouloir se « concerter avec les partenaires sociaux ». C'est-à-dire, gagner du temps en mettant en scène une discussion bidon alors que les principales mesures ont déjà été annoncées.

Baisser nos pensions

Voilà plus de 25 ans que les gouvernements successifs, de gauche ou de droite, s'en prennent aux retraites avec la même logique : l'obligation de travailler plus pour des pensions moins avantageuses. Pas moins de 6 réformes se sont ainsi succédé, tantôt contre les salariés du privé, tantôt contre celles de la fonction publique, une autre encore contre les « régimes spéciaux ».

Cette fois-ci, Macron se fait fort, sous prétexte d'« équité », d'attaquer tout le monde à la fois. D'abord, par une diminution des pensions, en calculant les retraites non plus sur la base des 25 dernières années ou des 6 derniers mois pour les fonctionnaires, mais sur l'ensemble de la carrière, ce qui aura pour effet immédiat de baisser les revenus, pourtant déjà maigres, de beaucoup de personnes âgées.

Pour nous faire exploiter plus longtemps ?

Ensuite, en nous faisant travailler plus longtemps avec un « âge pivot » fixé à 64 ans, ou en augmentant encore la durée de cotisation. Une disposition qui ignore le fait que dans de nombreux métiers, le corps est trop cassé après 60 ou 65 ans pour continuer, et que partout les patrons

rechignent à embaucher des seniors. De la sorte, très peu pourront obtenir des pensions à taux plein. Comble du cynisme, le gouvernement anticipe la montée de la pauvreté chez les retraités et prévoit donc qu'il sera possible de cumuler retraite et activité. Et on devrait dire merci de pouvoir trimer jusqu'à 80 ans pour finir nos fins de mois ?

Spéculer sur notre dos !

Pourquoi une telle réforme ? Les caisses de l'assurance vieillesse ne sont pourtant pas déficitaires, comme le reconnaît lui-même J.P. Delevoye. En fait, le véritable but du gouvernement n'est pas de sauver le régime des retraites. Il y aurait des solutions bien plus efficaces pour ça : embaucher massivement les chômeurs, augmenter tous les salaires de 300 euros comme le réclament les urgentistes depuis des mois, prendre sur les profits, etc.

La réforme ne vise qu'à transformer le régime général des retraites en un système au rabais, pour que se développent à côté des retraites complémentaires individualisées aux mains des assurances privées, une nouvelle manne de profits pour les spéculateurs.

Tous dans la rue le mardi 24 septembre !

Il y a dix jours, les salariés de la RATP se sont mis massivement en grève contre cette réforme, suivis la semaine dernière par d'autres professions (avocats, médecins...).

Mardi 24 septembre, la CGT et Solidaires appellent à faire grève et manifester également. Après la réussite du 13 septembre à la RATP, cette deuxième journée de grève doit être un succès pour encourager les salariés à se battre tous ensemble et faire remballer au gouvernement sa sale réforme.

Ah, qu'est-ce qu'on va être serré...

Dans une Com' du vendredi 20 septembre, la direction de PSA annonçait en CSE le lancement d'une étude sur la « réimplantation » du tertiaire en Région Parisienne dont le CEMR. Après la fermeture du site de La Garenne et le futur déménagement du site de Rueil largement pressenti suite aux récentes allusions de Tavares, il y a comme un air de déjà vu. Il s'agirait de profiter des « opportunités offertes par les disponibilités de surface sur certains sites ». C'est vrai qu'en empilant les bureaux, on devrait bien pouvoir trouver une petite place... Le courrier vante la capacité du groupe à s'adapter et faire preuve d'agilité. À ce rythme là, il faudra jouer les contorsionnistes !

Ils quittent le navire

Tel le joueur de flûte de Hammelin, Tavares continue de débaucher des cadres dirigeants de Renault. Après, Koskas, Foucher, Raposo, Vincent et Deboeuf, tous partis de Renault pour rejoindre PSA, c'est maintenant Cobee (ex-dirigeant de l'alliance Renault Nissan Mitsubishi) qui fait le même chemin. On ne va pas pleurer sur le sort des hauts cadres PSA victimes du Push to Pass. Mais ce qu'on peut noter, c'est qu'il y a toujours « deux poids, deux mesures ». Pour les salariés de base, impossible d'aller de l'un à l'autre parce que les RH de Renault et PSA se mettent d'accord pour ne pas faire monter nos salaires. Mais pour les hauts dirigeants, pas de problème, pas de clause de non-concurrence. Même dans ce domaine, le système ne connaît que les inégalités.

Grève de 89, les barbouzes passent aux aveux.

Il y a 30 ans les ouvriers de Sochaux et Mulhouse entamaient une grève de sept semaines pour de meilleurs salaires. Rien n'a changé !

Dans le journal *L'Est Républicain* des derniers jours, quelques anciens larbins patronaux racontent sans honte les mille et une crapuleries dont ils étaient les auteurs, morceaux choisis : « À Mulhouse, il y avait deux vétérans de la guerre d'Indochine chargés des opérations spéciales. On les avait surnommés les Tontons Macoutes, une allusion à la milice paramilitaire de l'ère Duvalier à Haïti. »

« Un jour, un membre de la direction mulhousienne s'est jeté en criant sur le capot de la voiture de la CGT qui transportait Krazucki pour faire croire à une agression des grévistes, ce qui était totalement faux. Ça n'a pas fonctionné. »

« C'est vrai, on provoquait des pannes sur les voitures des grévistes, des pneus ont été crevés. » « On avait des petites fiches sur tout le monde. Aujourd'hui, avec ce genre de pratiques, on se retrouverait vite devant les tribunaux... ». Rien n'a changé ?

Capitalisme vert, version Carlos Tavares

Après avoir craché sur la voiture électrique, Tavares, PDG de PSA, demande maintenant à l'État de mettre la main à la poche pour soutenir la conversion à l'électrique et les licenciements du secteur automobile. Ce mois-ci, dans un rapport de l'Association des constructeurs européens d'automobiles, il déclare : « *cette transition est une responsabilité partagée (...) les gouvernements de l'UE doivent suivre le rythme croissant avec lequel nous lançons ces voitures en augmentant énormément les investissements (...). En outre, ils doivent également mettre en place des incitations à l'achat durable.* »

Faire financer par le contribuable les investissements, licenciements et profits des constructeurs, avec le soutien de syndicats béni-oui-oui : un bel exemple du capitalisme vert que patrons et gouvernements nous préparent.

Grève à General Motors

Le syndicat américain des travailleurs de l'Automobile UAW a appelé dimanche 15 septembre les 46 000 ouvriers de GM à la grève. Ils ont répondu présents. Aux États-Unis, ce n'est pas tous les jours que ça arrive. Le syndicat demande des augmentations de salaires, le maintien en activité de toutes les usines, l'embauche des intérimaires.

Depuis la crise de 2008, GM avait imposé des sacrifices aux travailleurs, contrat après contrat, avec la complicité de l'UAW. Les ouvriers ont montré leur force par la grève, qui sait ce qu'elle pourrait entraîner au-delà de GM, chez ceux de Ford et de Fiat-Chrysler qui ont les regards et la sympathie portés vers eux ?

Un racisme qui vient d'en haut

Prenant exemple sur Marine Le Pen, c'est au nom des classes populaires que Macron lance l'offensive contre l'immigration et sermonne les « bourgeois de centre-ville qui eux, sont à l'abri ». À l'abri de quoi, au fait ? De la difficulté à boucler leurs fins de mois et des licenciements, c'est certain. C'est l'hôpital qui se fout de la charité : Macron qui blâme les bourgeois ! Difficile de croire que Macron se soucie des classes populaires, autrement que comme chair à patrons : toute sa politique ne consiste qu'à accroître précarité et exploitation, et maintenant, il veut nous voler nos retraites. Facile en revanche de comprendre qu'il agite le sujet de l'immigration pour faire diversion, et pour aller chercher l'électorat de Le Pen sur son propre terrain. Lui qui a passé son temps à accuser mensongèrement les Gilets jaunes de racisme et d'antisémitisme prône maintenant la xénophobie d'État ! Français, immigrés, même patron même combat, même Macron même combat.